

Comment s'effectuera la rentrée ?

Tout le monde a relevé que la courbe des mouvements de grève s'est élevée au cours du premier semestre de 1960 (nombre de grévistes et nombre des journées). C'est un indice de reprise revendicative.

Les succès n'ont pas été, cependant, à la mesure du nombre des grévistes. L'arrêt du mouvement chez les fonctionnaires et dans les services publics ne facilita pas non plus un élargissement du front des luttes. Et pourtant, le minimum de 4 % n'a pas été cédé dans ces secteurs.

Néanmoins, les multiples débrayages qui se sont déroulés ici et là ont grignoté, dans le secteur privé, 1 à 2 % supplémentaires. Les hausses des prix de ces dernières semaines les ont largement récupérés et en définitive LES RAPPORTS DE FORCE PATRONS-OUVRIERS NE SE SONT PAS MODIFIÉS. LA LUTTE EST ENCORE A VENIR.

Aucune des organisations syndicales n'a encore dévoilé son plan d'action... s'il en existe un. Les communiqués à la presse sont leur action la plus suivie, dans une indifférence assez grande. Mais aucun signe d'abattement des ouvriers n'est noté. (Pas d'enthousiasme, du scepticisme, des critiques). La colère est peut-être pour demain. Quelles formes prendra-t-elle ? On a constaté au cours du premier semestre diverses manifestations violentes (UCPMI à Hagondange entre autres) et chez les mineurs (après la catastrophe de Merlebach), des blocages de routes à la « Bretonne ». Nous aurons l'occasion d'en reparler très certainement. Nous publions aujourd'hui un article d'un correspondant de chez Renault sur les événements de juin, là où la tactique prônée par la CGT a été appliquée. Cela semble instructif.

Les luttes de juin chez Renault

S'il y eut une période où la situation des ouvriers de la RNUR était relativement prospère — en comparaison d'autres entreprises — celle-ci est bien révolue. Situation stable, « bonne boîte », hauts salaires, autant de mythes qui tendent à disparaître et auxquels les 3.000 licenciements de l'automne dernier ont porté le coup de grâce. Une sombre période s'ouvrit : diminutions d'horaires, lundis chômés, avaient considérablement réduit les budgets ouvriers, malgré la compensation apportée par le « Fonds de régularisation des ressources ». On peut considérer à 5.000 francs minimum environ la perte mensuelle subie par les ouvriers depuis novembre dernier jusqu'aux vacances. Face à cette mauvaise conjoncture, quel était le climat de l'usine ? Plutôt mauvais, il faut bien le dire. Une vague de démoralisation avait succédé à la lutte contre les licenciements, soldée en définitive par un échec. Le niveau de combativité était des plus bas, et le pessimisme n'épargnait même pas les militants.

C'est pourquoi la soudaineté et l'ampleur que revêtirent les mouvements de juin surprirent tout le monde.

Pour comprendre l'origine et les raisons de ce mouvement, il ne suffit pas d'en attribuer la cause à la suppression de la traditionnelle prime de bilan, qui joua un rôle important, certes, mais non pas unique ; le « déficit » de 708 millions apparaissant sur le compte d'exploitation ne fit qu'alimenter le courant de mécontentement qui se faisait jour et servit d'élément unificateur à la lutte dans l'usine. Mais cette lutte avait déjà commencé dans les ateliers de professionnels.

Le 7 juin déjà, lors de la journée nationale revendicative des métallurgistes, Renault tenait une place honorable (sans atteindre les 70 % de grévistes revendiqués par la CGT, il est certain qu'il s'agit d'un des débrayages les plus massifs obtenus sur un mot d'ordre central). Mais la CGT notait

déjà à cette époque de « grandes inégalités » suivant les secteurs, les professionnels les plus qualifiés étant en flèche, et les départements d'O.S. très réticents dans l'ensemble. Cette caractéristique devait se vérifier et s'accroître par la suite. L'explication de ce phénomène est simple : les professionnels, relativement moins touchés au cours de l'hiver par les réductions d'horaires, voyaient dès le printemps leur volume de travail augmenter. L'horaire de 48 heures, voire plus, était de nouveau appliqué ; les ateliers d'outillage tournaient à plein pour préparer le lancement du nouveau véhicule. Même situation chez les mensuels, particulièrement dans les bureaux d'étude et de lancement.

Parallèlement à cet accroissement de travail, le personnel, lui, s'était trouvé fortement réduit. Le marché du travail, favorable aux professionnels qualifiés, n'avait pas eu de mal à absorber les nombreux démissionnaires qui abandonnaient la Régie au cours de l'hiver. (Depuis 18 mois les effectifs globaux de la Régie Renault ont diminué de 9.000 unités). S'il y avait pléthore d'O.S., les P.1, P.2, P.3 désertaient de plus en plus la maison... et ceux qui restaient néanmoins, ont mis à profit la période favorable pour agir. Durant la première quinzaine de juin, une demi-douzaine de débrayages quasi-unanimes avaient affecté l'A.O.C., l'artillerie, les départements 11, 37, etc., tous départements de professionnels.

La tactique préconisée par la CGT, et sur laquelle elle ne cessera d'insister en toutes circonstances (tracts, journaux, prises de parole, réunions) sera celle du « harcèlement », c'est-à-dire des débrayages limités dans le temps et dans le nombre affectant les différents secteurs les uns après les autres. Les mises en garde contre les « bavardages » sur la grève générale et illimitée ne manquèrent pas. La lutte de harcèlement est présentée comme une tactique